

MINISTERE DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



06 SEP. 2021 13

UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2021

**COMMUNICATION EN CONSEIL  
DES MINISTRES RELATIVE A  
L'EXECUTION DU BUDGET  
A FIN JUIN 2021**

15 AOÛT 2021

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2021, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses, en référence aux objectifs révisés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI, tenue du 25 mai au 10 juin 2021, au titre de l'article IV des statuts de cette institution qui l'autorisent à exercer une surveillance du système monétaire international et à assurer un suivi des politiques économiques et financières de ses Etats membres.

## **I- MOBILISATION DES RESSOURCES**

**Les ressources** mobilisées à fin juin 2021 s'élèvent à **4.511,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.422,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102%.

Ces réalisations comprennent **2.343,2 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.168,3 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

**Les recettes fiscales** ont été recouvrées à hauteur de **2.272,1 milliards de FCFA** à fin juin 2021, avec un écart positif de 41,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.230,1 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **531,7 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 22,1 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 509,6 milliards de FCFA. Cet écart positif s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que projeté, des volumes à l'importation (7.022.800 tonnes en réalisation pour une prévision de 6.982.470 tonnes) ;
- **les taxes sur produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de **277,9 milliards de FCFA**, contre une prévision de 257,2 milliards de FCFA, soit un écart positif de 20,8 milliards de FCFA. Cette performance résulte d'un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation (632,8 millions de litres et de 622,8 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 620,4 millions et 621,2 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été collectée à hauteur de **269,9 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 266,9 milliards de FCFA, en rapport avec un niveau moins élevé que prévu des remboursements de crédits de TVA.

L'effet des résultats susmentionnés a été toutefois atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes à l'exportation (-4,6 milliards de FCFA), en lien avec un niveau moins élevé que prévu des volumes d'exportation de cacao, ainsi que les taxes sur les consommations téléphoniques (-2,5 milliards de FCFA).

**S'agissant des recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **53,9 milliards de FCFA** pour un objectif de 39,3 milliards de FCFA. L'écart positif de 14,6 milliards de FCFA enregistré par rapport aux prévisions est dû à la perception en mai des commissions sur les transferts hors UMOA de 19,5 milliards de FCFA, initialement attendus au deuxième semestre. Les recettes non fiscales comprennent 36 milliards de FCFA de recettes de services, 15,8 milliards de FCFA de revenus du domaine, 1,9 milliard de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 0,1 milliard de FCFA au titre des licences de télécommunication.

**Quant aux dons**, ils ont été exécutés à hauteur de **17,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 62 milliards de FCFA et concernent essentiellement les dons-projets.

**Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **1.710,3 milliards de FCFA**, contre 1.547,5 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 482,4 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication et 112,8 milliards de FCFA de bons du Trésor, 356,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), ainsi que 758,4 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché international.

**Les transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **12,6 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent de CI-ENERGIES pour 7,7 milliards de FCFA, du Port Autonome d'Abidjan pour 4,7 milliards de FCFA et la SIPF pour 0,1 milliard de FCFA.

**Les produits de privatisations et ventes d'actifs** proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,3 milliard de FCFA**.

**Concernant les ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **445,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 531,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 83,7%. Elles se déclinent en emprunts programmes à hauteur de 207,3 milliards de FCFA ainsi qu'en emprunts-projets pour un montant de 237,9 milliards de FCFA. Le niveau d'exécution observé s'explique par la non réalisation budgétaire des tirages sur certains emprunts-projets importants, notamment au titre des infrastructures sportives pour la CAN 2023 (52,4 milliards de FCFA de prévision annuelle), du Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (49,7 milliards de FCFA de prévision annuelle), de la Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle (40 milliards de FCFA de prévision annuelle), du Projet de construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie Médical (21 milliards de FCFA de prévision annuelle).

## **II- EXECUTION DES DEPENSES**

A fin juin 2021, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **3.441,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 3.605,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 95,4%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

**Les charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **389,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 414,6 milliards de FCFA, en lien avec l'impact des opérations de gestion active de la dette et l'incidence de la variation à la baisse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses de projection. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 166,7 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 223 milliards de FCFA.

**Les dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **928,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 928,9 milliards de FCFA.

**Les dépenses d'abonnement** ont été exécutées pour **44,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 46 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (33,8 milliards de FCFA), de téléphone (7,1 milliards de FCFA) et d'eau (3,8 milliards de FCFA).

**Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19)** se sont chiffrés à **160,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 157,3 milliards de FCFA.

**Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19)** ont été exécutés à hauteur de **311,1 milliards de FCFA**, pour une prévision de 304,7 milliards de FCFA. Ces transferts concernent principalement les subventions aux institutions nationales (74,3 milliards de FCFA), les subventions aux écoles privées (51 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (47,7 milliards de FCFA), les transferts aux collectivités (14,5 milliards de FCFA) et les bourses et pécules (34,1 milliards de FCFA).

**Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19** se sont situées à **268,7 milliards de FCFA**. Elles concernent les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire (225,4 milliards de FCFA) et le plan de riposte sanitaire (43,3 milliards de FCFA). Concernant particulièrement le plan de soutien économique, social et humanitaire, le niveau d'exécution porte principalement sur les transferts effectués au profit du Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises (23,1 milliards de FCFA), du Fonds de Soutien aux PME (15,4 milliards de FCFA), du Fonds de Solidarité et de Soutien Humanitaire (24 milliards de FCFA), du Programme d'Urgence Agricole (131,5 milliards de FCFA), du Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (18 milliards de FCFA), ainsi que sur les subventions octroyées aux entreprises publiques ayant subi les effets de la Covid-19 (13,4 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **120,3 milliards de FCFA** contre 107,9 milliards de FCFA prévus, en lien avec le besoin de renforcement supplémentaire du dispositif sécuritaire.

Quant aux dépenses d'investissement, elles sont ressorties à **678,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 777,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 87,2%. Ces dépenses ont été financées à 62,4% sur les ressources intérieures et 37,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des institutions et ministères indique que trente-six (36) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50% et onze (11) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50%. Le taux moyen de consommation des crédits d'investissement de l'ensemble des institutions et ministères ressort à 31,7%.

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le **remboursement du capital au titre de la dette publique**, se sont établies à **540,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 585,4 milliards de FCFA, principalement en rapport avec les niveaux des décaissements plus faibles que prévus en 2020 au niveau des emprunts extérieurs, qui ont induit un niveau de remboursement plus faible que projeté.

Les paiements effectués comprennent 387,7 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure pour un service prévisionnel de 393,3 milliards de FCFA, et 152,3 milliards de FCFA contre une prévision de 192,2 milliards de FCFA concernant la dette extérieure.

S'agissant en particulier des **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.320,3 milliards de FCFA** à fin juin 2021, au-dessus de l'objectif plancher de 1.317,3 milliards de FCFA.

Le **solde budgétaire à fin juin 2021** ressort ainsi à **-432,5 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -2.131,7 milliards de FCFA attendu en fin 2021 et représentant -5,6% du PIB. Cette situation devrait rapidement évoluer au second semestre avec la prise en compte de dépenses importantes liées notamment aux secteurs de la sécurité et de la santé.

## CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre de l'année 2021, a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des recettes et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, les recettes fiscales et recettes non fiscales ont enregistré un bon niveau de recouvrement avec respectivement un taux de 101,9% et 137% par rapport aux prévisions. Quant à l'exécution des dépenses, les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues et le niveau de consommation des crédits d'investissements est ressorti relativement satisfaisant.

Les efforts se poursuivront en vue de consolider la performance enregistrée dans la mobilisation des ressources, tout en assurant la maîtrise des charges de fonctionnement et l'amélioration continue de la capacité d'absorption des crédits d'investissements, en vue de garantir la bonne mise en œuvre du Plan National de Développement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin juin 2021, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

LE MINISTRE DU BUDGET ET DU  
PORTEFEUILLE DE L'ETAT



Adama COULIBALY

Moussa SANOGO

# ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

## (Etat de réalisation à fin juin 2021)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)		Fin juin		Budget 2021 (hors comptes spéciaux)		Fin juin	
			Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
			RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES		DEPENSES			
<b>RESSOURCES</b>								
<b>RECETTES FISCALES (y/c FER)</b>								
- DGI	4 100,8	2 272,1	2 230,1	2 272,1				
- TRESOR	2 299,4	1 203,4	1 199,0	1 203,4				
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	11,0	5,7	5,6	5,7				
	1 790,4	1 063,0	1 024,7	1 063,0				
<b>RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)</b>								
Recettes non fiscales Trésor	96,4	53,9	39,3	53,9				
Revenus du domaine DGI	54,8	36,0	23,2	36,0				
Bonus de signature secteur pétrolier	33,8	15,8	14,2	15,8				
Licences de télécommunication	0,0	0,1	0,0	0,1				
Fonds d'investissement en milieu rural	0,1	1,9	1,9	1,9				
	7,7							
<b>DONS</b>								
Dons programmes	300,8	17,2	62,0	17,2				
AFD (C2D)	166,9	0,0	0,0	0,0				
GVT Espagnol (PCD)	149,8	0,0	0,0	0,0				
UE	0,0	0,0	0,0	0,0				
BEI	7,1	0,0	0,0	0,0				
Dons projets	143,9	17,2	62,0	17,2				
Autres dons	0,0							
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>4 498,0</b>	<b>2 343,2</b>	<b>2 331,5</b>	<b>2 343,2</b>				
<b>DEPENSES</b>								
<b>CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>								
Dettes intérieures	802,6							
Dettes extérieures	322,6							
	479,9							
<b>PERSONNEL</b>	1 831,4							
<b>ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)</b>	683,0							
Abonnement	112,6							
Autres achats de biens et services	570,4							
<b>TRANSFERTS (hors CNS et élections)</b>	664,6							
Subvention au secteur électoral	14,2							
Autres transferts	550,3							
<b>DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID</b>	391,5							
Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	231,7							
Plan de riposte contre le Coronavirus	391,5							
Autres dépenses de lutte contre la Covid-19	231,7							
<b>DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS</b>	36,9							
sur financement intérieur	35,9							
sur financement extérieur								
<b>INVESTISSEMENT</b>	2 114,1							
- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 112,1							
Projets C2D et PCD	149,8							
Investissement FIMR	7,2							
Fonds d'Entretien Roulier	15,6							
Autres investissements	800,0							
- Financement extérieur des projets	1 002,0							
Emprunts-projets	858,1							
Dons-projets	143,9							
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>6 422,9</b>	<b>3 020,4</b>	<b>3 020,4</b>	<b>3 020,4</b>				
<b>RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE</b>								
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,3	0,0	0,3				
Transfert des entreprises/dette rattachée	10,0	12,6	11,9	12,6				
Intégration de ressources C2D	0,0							
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 977,3	1 710,3	1 547,6	1 710,3				
Emprunts obligataires		370,0	470,0	356,7				
Bons et obligations du Trésor		470,0	470,0	595,2				
Eurobonds		707,5	707,5	758,4				
Emprunts programmes	283,6	207,3	207,3	207,3				
FMI	0,0	0,0	0,0	0,0				
Banque Mondiale	150,0	207,3	207,3	207,3				
Banque Africaine de Développement	25,0	0,0	0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	39,8	0,0	0,0	0,0				
Allemagne	19,6	0,0	0,0	0,0				
BOAD	0,0	0,0	0,0	0,0				
Autres emprunts-programmes	49,2	0,0	0,0	0,0				
Emprunts-projets	868,1	324,3	324,3	237,9				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>3 255,3</b>	<b>2 091,1</b>	<b>2 091,1</b>	<b>2 168,3</b>				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>1 330,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>				
Amortissement de la dette publique	686,4							
Dettes intérieures	749,7							
Dettes extérieures	580,7							
<b>TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>1 330,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>1 330,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>1 330,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>	<b>585,4</b>				

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2021)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>2 230,1</b>	<b>2 272,1</b>	<b>41,9</b>
<b><u>DGI</u></b>	<b><u>1 199,9</u></b>	<b><u>1 203,4</u></b>	<b>3,5</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>661,2</b>	<b>661,8</b>	<b>0,6</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>25,0</b>	<b>24,6</b>	<b>-0,4</b>
- BIC pétrole	1,7	1,7	0,0
- BIC gaz	23,3	22,9	-0,4
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>636,2</b>	<b>637,2</b>	<b>1,0</b>
- BIC hors pétrole	290,4	291,2	0,8
- Impôt synthétique et AIRSI	11,0	10,9	-0,2
- Impôts sur revenus et salaires	285,8	286,2	0,3
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	48,9	48,9	0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>538,8</b>	<b>541,6</b>	<b>2,8</b>
TVA (hors part secteur électricité)	266,9	269,9	3,0
TOB	41,6	41,6	0,0
Taxe sur boissons et tabacs	37,5	37,5	0,0
Droits d'enregistrement et de timbre	99,3	99,5	0,2
<i>dont enregistrement café cacao</i>	40,9	40,5	-0,5
Patentes et Licences	22,3	22,3	0,0
Taxe d'exploitation pétrolière	0,6	0,7	0,1
Taxe d'exploitation du gaz	9,8	9,8	0,0
Taxe sur les télécommunications	27,4	27,4	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	15,1	15,1	0,0
Taxe ad valorem	16,4	16,4	0,0
Accises et autres taxes indirectes	1,7	1,2	-0,5
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	0,6	0,2	-0,4
<b><u>TRESOR</u></b>	<b><u>5,6</u></b>	<b><u>5,7</u></b>	<b><u>0,2</u></b>
<b>Impôts directs</b>	<b>5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>-0,1</b>
Impôts sur revenus et salaires	5,1	4,9	-0,2
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
Timbres et vignettes	0,5	0,7	0,2
<b><u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u></b>	<b><u>1 024,7</u></b>	<b><u>1 063,0</u></b>	<b><u>38,3</u></b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>766,8</b>	<b>809,6</b>	<b>42,9</b>
Taxes sur produits pétroliers	257,2	277,9	20,8
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	509,6	531,7	22,1
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>257,9</b>	<b>253,4</b>	<b>-4,6</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2021)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>2 230,1</b>	<b>2 272,1</b>	<b>41,9</b>
<b><u>DGI</u></b>	<b><u>1 199,9</u></b>	<b><u>1 203,4</u></b>	<b>3,5</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>661,2</b>	<b>661,8</b>	<b>0,6</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>25,0</b>	<b>24,6</b>	<b>-0,4</b>
- BIC pétrole	1,7	1,7	0,0
- BIC gaz	23,3	22,9	-0,4
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>636,2</b>	<b>637,2</b>	<b>1,0</b>
- BIC hors pétrole	290,4	291,2	0,8
- Impôt synthétique et AIRSI	11,0	10,9	-0,2
- Impôts sur revenus et salaires	285,8	286,2	0,3
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	48,9	48,9	0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>538,8</b>	<b>541,6</b>	<b>2,8</b>
TVA (hors part secteur électricité)	266,9	269,9	3,0
TOB	41,6	41,6	0,0
Taxe sur boissons et tabacs	37,5	37,5	0,0
Droits d'enregistrement et de timbre	99,3	99,5	0,2
<i>dont enregistrement café cacao</i>	40,9	40,5	-0,5
Patentes et Licences	22,3	22,3	0,0
Taxe d'exploitation pétrolière	0,6	0,7	0,1
Taxe d'exploitation du gaz	9,8	9,8	0,0
Taxe sur les télécommunications	27,4	27,4	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	15,1	15,1	0,0
Taxe ad valorem	16,4	16,4	0,0
Accises et autres taxes indirectes	1,7	1,2	-0,5
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	0,6	0,2	-0,4
<b><u>TRESOR</u></b>	<b><u>5,6</u></b>	<b><u>5,7</u></b>	<b><u>0,2</u></b>
<b>Impôts directs</b>	<b>5,1</b>	<b>5,0</b>	<b>-0,1</b>
Impôts sur revenus et salaires	5,1	4,9	-0,2
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
Timbres et vignettes	0,5	0,7	0,2
<b><u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u></b>	<b><u>1 024,7</u></b>	<b><u>1 063,0</u></b>	<b><u>38,3</u></b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>766,8</b>	<b>809,6</b>	<b>42,9</b>
Taxes sur produits pétroliers	257,2	277,9	20,8
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	509,6	531,7	22,1
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>257,9</b>	<b>253,4</b>	<b>-4,6</b>

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

### ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTÈRES	Dotation 2021	Exécution fin juin	Taux d'exécution Fin Juin
Sécrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration, chargé de la Modernisation de l'Administration	1 974 540 000	-	0,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	55 517 000 000	189 349 290	0,3%
Ministère délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, chargé de l'Intégration Africaine	551 100 000	2 000 000	0,4%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	18 574 000 000	246 325 151	1,3%
Sécrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, chargé de la Protection Sociale	184 400 000	5 335 000	2,9%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	7 782 720 470	226 361 662	2,9%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	23 971 000 000	703 435 352	2,9%
Ministère des Eaux et Forêts	8 634 033 490	317 269 264	3,7%
Ministère de la Promotion des PME, de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1 980 960 000	78 250 000	4,0%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	550 000 000	25 799 892	4,7%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	5 403 300 000	278 496 067	5,2%
Sécrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 000 000 000	1 195 920 233	6,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	6 462 414 905	391 760 598	6,1%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	58 917 000 000	3 920 540 143	6,7%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat(*)	264 090 000 000	19 625 318 074	7,4%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	196 640 000 000	18 469 214 107	9,4%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	51 009 000 000	5 839 136 334	11,4%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	885 450 513	104 000 000	11,7%
Ministère de la Promotion des Sports et du Développement de l'Economie Sportive	98 549 000 000	13 870 000 000	14,1%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	740 000 000	135 200 000	18,3%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre	1 106 877 368	253 400 000	22,9%
Ministère de l'Hydraulique	94 369 000 000	21 619 000 000	22,9%
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	411 750 000 000	105 654 212 481	25,7%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	1 974 000 000	539 130 345	27,3%
Sécrétariat d'Etat auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	15 303 000 000	4 271 324 557	27,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	6 163 000 000	1 824 975 908	29,6%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	146 750 000 000	43 619 000 000	29,7%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	111 450 000 000	33 803 466 000	30,3%
Ministère du Plan et du Développement	16 670 000 000	5 876 368 685	35,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	390 600 000	140 099 997	35,9%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	76 635 000 000	28 872 883 032	37,7%
Ministère de la Culture et de l'Industrie des Arts et du Spectacle	1 578 263 789	596 887 049	37,8%
Ministère des Transports	60 358 000 000	22 941 000 000	38,0%
Primature et Services Rattachés	20 665 000 000	9 076 995 092	43,9%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	12 922 000 000	5 981 800 150	46,3%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	59 187 000 000	28 433 000 000	48,0%
Cour de Cassation	250 000 000	130 000 000	52,0%
Cour des Comptes	1 015 417 293	528 016 993	52,0%
Représentation Nationale	700 000 000	371 000 000	53,0%
Ministère de la Promotion de l'Investissement et du Développement du Secteur	5 610 000 000	2 989 000 000	53,3%
Ministère de l'Economie et des Finances	43 116 000 000	26 392 254 496	61,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	90 471 000 000	69 690 000 000	77,0%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	45 495 000 000	38 086 000 000	83,7%
Ministère de la Communication, des Médias et de la Francophonie	3 942 001 454	3 331 392 048	84,5%
Ministère de l'Economie Numérique, des Télécommunications et de l'Innovation	9 736 700 000	9 375 080 000	96,3%
Présidence de la République	67 430 000 000	67 232 000 000	99,7%
Commission Electorale Indépendante	400 000 000	400 000 000	100,0%
<b>S/TOTAL</b>	<b>2 127 853 779 282</b>	<b>597 652 000 000</b>	<b>28,1%</b>
Comptes Spéciaux	177 600 000 000	80 400 000 000	45,3%
<b>TOTAL</b>	<b>2 305 453 779 282</b>	<b>678 052 000 000</b>	<b>29,4%</b>

Source : SIGOBE/DGBF

(\*) Le taux d'investissement du MBPE hors provisions C2D à réaffecter (149,6 milliards), provisions pour les opérations de compensation (23 milliards), provisions pour l'apurement des passifs audités (20 milliards) et provisions pour dépenses d'investissement (9,6 milliards) est de 28%.

## ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2021

(en FCFA)

DOMAINES	2020	2021		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin juin
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>85 958 527 267</b>	<b>142 444 101 462</b>	<b>62 003 614 573</b>	<b>41 135 908 129</b>
01.0 Administration générale	30 691 000 000	83 171 041 217	38 258 678 960	5 211 744 830
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	11 081 000 000	15 059 438 709	6 927 341 806	12 451 000 000
01.2 Formation et encadrement	32 927 000 000	32 077 659 938	14 755 723 571	18 846 000 000
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 148 527 267	4 482 326 598	2 061 870 235	2 714 163 299
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 111 000 000	7 653 635 000		1 913 000 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>12 606 147 813</b>	<b>23 295 131 665</b>	<b>10 715 760 566</b>	<b>5 688 041 973</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 191 451 974	8 602 297 398	3 957 056 803	5 173 297 037
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 940 221 226	2 072 443 809	953 324 152	447 937 897
02.2 Pêche et aquaculture	2 474 474 613	12 620 390 458	5 805 379 611	66 807 039
<b>03 Education</b>	<b>1 358 280 094 288</b>	<b>1 390 607 034 014</b>	<b>639 679 235 646</b>	<b>754 935 743 047</b>
03.0 Administration générale	60 272 491 568	58 321 680 044	26 827 972 820	42 021 000 000
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	598 940 000 000	592 971 773 478	272 767 015 800	306 390 000 000
03.2 Alphabétisation	355 423 743	359 659 630	165 443 430	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	447 890 000 000	510 052 511 638	234 624 155 353	205 620 433 903
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	250 822 178 977	228 901 409 224	105 294 648 243	200 904 309 144
<b>04 Santé</b>	<b>432 083 656 138</b>	<b>466 678 729 011</b>	<b>214 672 215 345</b>	<b>186 261 859 592</b>
04.00 Administration générale santé	206 443 468 885	233 472 109 259	107 397 170 259	121 030 000 000
04.01 Système de santé primaire	79 143 563 181	60 734 730 520	27 937 976 039	15 806 000 000
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	7 068 624 072	14 496 397 048	6 668 342 642	135 569 020
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	46 862 000 000	48 987 339 148	22 534 176 008	3 352 744 714
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	21 002 000 000	36 274 362 841	16 686 206 907	7 638 857 289
04.05 VIH/SIDA	17 642 000 000	22 934 739 376	10 549 980 113	6 438 688 569
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	53 922 000 000	49 779 050 819	22 898 363 377	31 860 000 000
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>103 487 966 533</b>	<b>127 421 462 164</b>	<b>58 613 872 595</b>	<b>38 515 682 284</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	54 898 966 533	77 669 676 981	35 728 051 411	28 097 000 000
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	48 589 000 000	49 751 785 183	22 885 821 184	10 418 682 284
<b>06 Energie</b>	<b>142 114 500 000</b>	<b>139 671 720 000</b>	<b>64 248 991 200</b>	<b>43 619 000 000</b>
06.1 Accès à l'électricité	142 114 500 000	139 671 720 000	64 248 991 200	43 619 000 000
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>399 494 403 994</b>	<b>381 108 362 633</b>	<b>175 309 846 811</b>	<b>120 239 098 004</b>
07.1 Entretien pistes rurales	1 966 395 752	2 915 972 810	1 341 347 493	591 098 004
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	108 548 008 242	1 000 000 000	460 000 000	59 208 000 000
07.3 Autres travaux routiers	288 980 000 000	377 192 389 823	173 508 499 319	60 440 000 000
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>100 919 946 298</b>	<b>63 823 373 100</b>	<b>29 358 751 626</b>	<b>57 931 757 176</b>
08.0 Administration générale	25 739 000 000	33 807 974 428	15 551 668 237	7 547 250 083
08.1 Formations destinées aux femmes	429 170 919	1 348 446 949	620 285 597	226 231 649
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 312 877 598	2 456 538 151	1 130 007 549	7 223 334 016
08.3 Formation au personnel d'appui	1 408 897 781	1 555 062 246	715 328 633	934 941 428
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	71 030 000 000	24 655 351 326	11 341 461 610	42 000 000 000
<b>09 Décentralisation</b>	<b>69 644 000 000</b>	<b>87 436 397 178</b>	<b>40 220 742 702</b>	<b>45 057 000 000</b>
09.1 Décentralisation	69 644 000 000	87 436 397 178	40 220 742 702	45 057 000 000
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>19 456 753 092</b>	<b>22 285 509 873</b>	<b>10 251 334 542</b>	<b>1 000 000 000</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation	706 753 092	1 839 680 000	846 252 800	
10.2 Habitat et logement sociaux	18 750 000 000	20 445 829 873	9 405 081 742	1 000 000 000
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>55 356 362 933</b>	<b>19 046 912 554</b>	<b>12 282 251 875</b>	<b>25 958 876 115</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	32 653 000 000	15 967 459 313	10 865 703 384	23 585 000 000
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	22 703 362 933	3 079 453 241	1 416 548 491	2 373 876 115
<b>TOTAL</b>	<b>2 779 402 358 356</b>	<b>2 863 818 733 654</b>	<b>1 317 356 617 481</b>	<b>1 320 342 966 320</b>

Source : SIGOBE/DGBF